

12 août 2021

## **Inde : Situation politique au Jammu-et-Cachemire et Ladakh (Cachemire indien) de 2019 à 2021**

*Focus sur la question des retours des déplacés cachemiris*

### **Avertissement**

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

## Table des matières

1. L'abolition de l'autonomie du Jammu-et-Cachemire .....	3
2. La question des retours des déplacés cachemiris .....	4
2.1. Le cas des Cachemiris déplacés au Pakistan.....	4
2.2. Le cas des Cachemiris pandits.....	4
3. La pression du gouvernement sur les musulmans en Inde.....	4
Bibliographie .....	6

**Résumé :** Le 5 août 2019, le Premier ministre indien, Narendra Modi, a révoqué le statut d'autonomie de l'État du Jammu-et-Cachemire. La population du Cachemire a été soumise à des restrictions de liberté, telles que l'interdiction de l'accès aux réseaux téléphoniques et internet et des rassemblements. Des milliers de soldats ont été déployés et des dizaines de personnes ont été arrêtées. Le but de cette mesure était de permettre à tous les Indiens de venir s'installer au Cachemire, de modifier la démographie locale et de marginaliser les Cachemiris musulmans. Le droit de retour est appliqué seulement pour les Cachemiris pandits, de religion hindoue. La révocation de l'autonomie est liée à la politique nationaliste hindoue, profondément discriminatoire pour les musulmans.

**Abstract :** On August 5, 2019, Indian Prime Minister, Narendra Modi revoked the special status of limited autonomy of the state of Jammu and Kashmir. People of Kashmir were subjected on their liberty, access to telephone and the internet were restricted, possibility of assembling was prohibited. Thousands of soldiers have been deployed and dozens of persons have been arrested. This measure allowed all Indians to settle in Kashmir, to change the local demography and to marginalize Kashmiri Muslims. The right of return is applied only for Kashmiri pandits, who are Hindus. The revocation of autonomy is connected to Hindu nationalist policy, which is strongly discriminatory for Muslims.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

*Rappel : Depuis 1947, la région du Cachemire est le théâtre d'un conflit interétatique entre l'Inde et le Pakistan. Les territoires du Jammu-et-Cachemire et du Ladakh sont sous contrôle de l'administration indienne tandis que l'Azad Cachemire et le Gilgit-Baltistan sous contrôle de l'autorité pakistanaise. Chaque État continue de revendiquer le Cachemire dans son entièreté.*

## 1. L'abolition de l'autonomie du Jammu-et-Cachemire

Le 5 août 2019, un décret présidentiel a abrogé l'article 370 et l'article 35A de la Constitution, **révoquant ainsi le statut spécial d'autonomie de l'État du Jammu-et-Cachemire**<sup>1</sup>. Auparavant, le gouvernement central avait déjà utilisé l'article 92 de la Constitution locale pour suspendre le gouvernement de l'État du Jammu-et-Cachemire ; les pouvoirs exécutifs et législatifs étaient alors transférés à New Delhi, pendant une période minimum de 6 mois<sup>2</sup>. Depuis juin 2018, se fondant sur cette clause, le gouvernement central avait déjà repris le contrôle de l'État du Jammu-et-Cachemire<sup>3</sup>.

L'abrogation des articles 370 et 35A de la Constitution a rendu légale la possibilité à tous les Indiens de venir s'installer, travailler, acheter une terre, occuper un emploi public et venir étudier dans cette région<sup>4</sup>. Jusqu'à cette date, cet État disposait de sa propre Assemblée, d'une Constitution et d'un drapeau propres<sup>5</sup>. Aussi, les lois qui étaient votées à New Delhi ne s'appliquaient pas au Cachemire<sup>6</sup>. Le 31 octobre 2019, le territoire du Ladakh a été séparé du Jammu-et-Cachemire et est depuis lors administré directement par le gouvernement central<sup>7</sup>.

Cette mesure a été prise en conformité avec l'agenda politique du Premier ministre indien Narendra Modi, dont le parti politique, le *Bharatiya Janata Party* (BJP), d'orientation nationaliste hindoue, n'a jamais été favorable à « une certaine autonomie pour les musulmans du Cachemire »<sup>8</sup>. L'essayiste et journaliste Prem Shankar Jha a qualifié cette situation de « coup d'État constitutionnel, une trahison complète du peuple du Cachemire et de [la] Constitution fédérale »<sup>9</sup>. Modi a voulu la révocation de cette autonomie pour « libérer [le Cachemire] du terrorisme et du séparatisme »<sup>10</sup> et **modifier la démographie locale**<sup>11</sup>. Le Cachemire est en effet peuplé majoritairement par des musulmans, « environ huit des douze millions d'habitants », en particulier dans la vallée du Cachemire<sup>12</sup>. Le Jammu est habité principalement par des hindous et le Ladakh est constitué majoritairement de bouddhistes<sup>13</sup>.

Cette décision a conduit à l'instauration d'un couvre-feu nuit et jour, les voies de communications étaient alors difficiles, l'accès à internet, les réseaux téléphoniques étaient coupés, les réunions de plus de cinq personnes étaient interdites et des milliers de soldats ont été déployés, en plus des 500 000 hommes déjà présents<sup>14</sup>. Au moins 4 000 personnes ont été arrêtées « en vertu de la loi sur la sécurité publique », dont la peine d'emprisonnement sans accusation, ni procès, peut s'élever à deux ans<sup>15</sup>. Des « dirigeants politiques, y compris pro-indiens, des militants, des avocats, des universitaires, des journalistes, des hommes d'affaires et des citoyens ordinaires (certains mineurs) » ont ainsi été arrêtés<sup>16</sup>. Selon l'ONG *Freedom House*, en 2019, 276 personnes ont trouvé la mort, parmi eux des civils, des personnels de sécurité et des militants<sup>17</sup>. Lors de la répression de 2019, « l'ancienne ministre en chef du Cachemire, Mehbooba Mufti, et des dizaines de responsables politiques locaux ont été incarcérés pendant des mois après avoir été arrêtés » ; nombre d'entre eux sont toujours emprisonnés

---

<sup>1</sup> The Wire, 15/12/2019, [url](#) ; The Diplomat, 26/02/2020, [url](#) ; Pak Institute For Peace Studies, 05/01/2020, p. 62, [url](#) ; Le Monde diplomatique, 10/2019, [url](#)

<sup>2</sup> Orient XXI, 30/09/2019, [url](#) ; The Indian Express, 14/12/2018, [url](#)

<sup>3</sup> India Today, 20/06/2018, [url](#) ; Orient XXI, 30/09/2019, [url](#)

<sup>4</sup> Pak Institute For Peace Studies, 05/01/2020, p. 62, [url](#) ; Le Monde, 16/08/2019, [url](#)

<sup>5</sup> Le Monde diplomatique, 10/2019, [url](#)

<sup>6</sup> France culture, 05/08/2019, [url](#)

<sup>7</sup> Freedom House, 2020, [url](#)

<sup>8</sup> France 24, 07/08/2019, [url](#)

<sup>9</sup> Le Monde diplomatique, 10/2019, [url](#)

<sup>10</sup> Le Monde, 08/08/2019, [url](#)

<sup>11</sup> Le Monde diplomatique, 10/2019, [url](#)

<sup>12</sup> Le Monde, 07/08/2019, [url](#)

<sup>13</sup> Le Monde, 16/08/2019, [url](#)

<sup>14</sup> Le Monde diplomatique, 10/2019, [url](#) ; France 24, 23/08/2019, [url](#)

<sup>15</sup> France 24, 23/08/2019, [url](#)

<sup>16</sup> Le Monde diplomatique, 10/2019, [url](#)

<sup>17</sup> Freedom House, 2020, [url](#)

en 2021<sup>18</sup>. Le gouvernement indien a d'ores et déjà remplacé le personnel « aux postes stratégiques de la bureaucratie et de la police locale », en nommant des hindous<sup>19</sup>.

## 2. La question des retours des déplacés cachemiris

### 2.1. Le cas des Cachemiris déplacés au Pakistan

En août 2019, plusieurs lois relatives à l'administration du Jammu-et-Cachemire ont été abolies, dont la loi de 1982. Cette loi permettait aux déplacés du Cachemire pakistanais d'obtenir un **permis de réinstallation** ou de **retour au Jammu-et-Cachemire**. Elle avait pour objectif d'autoriser le retour des résidents du Jammu-et-Cachemire qui avaient fui le conflit au Cachemire **entre le 1<sup>er</sup> mars 1947 et le 14 mai 1954 seulement**, ainsi que de leurs descendants. D'après le gouvernement du Jammu-et-Cachemire, à la date de janvier 2019, aucune personne n'avait demandé de se réinstaller en vertu de cette loi<sup>20</sup>. Cette loi n'a de fait jamais été opérationnelle et n'a pas été appliquée<sup>21</sup>.

Aucun cas de retour de déplacés cachemiris musulmans au Cachemire indien n'a été trouvé dans l'ensemble des sources consultées.

### 2.2. Le cas des Cachemiris pandits

L'abolition de l'article 35A, qui interdisait aux non-Cachemiris l'achat de terres et biens immobiliers, a permis au gouvernement indien d'encourager le **retour des Cachemiris pandits** qui ont été forcés de partir sous la menace et les tensions avec les Cachemiris musulmans dans les années 1960<sup>22</sup> et 1990<sup>23</sup>. Modi a appelé à la réinstallation des Cachemiris pandits ou brahmanes<sup>24</sup>, de **religion hindoue**, qui sont majoritairement issus de la vallée du Cachemire. Ainsi, le gouvernement leur a promis une somme de 30 000 euros et un emploi public<sup>25</sup>. Le président de la délégation du BJP au Jammu-et-Cachemire a quant à lui déclaré en juin 2021 que les Pandits étaient « les ambassadeurs du nationalisme indien »<sup>26</sup>. En effet, depuis son élection en 2014, l'ultranationalisme hindou et la politique identitaire ont représenté le cœur de la politique menée par Modi dont l'objectif était d'ériger l'Inde comme **foyer national hindou** au détriment de sa minorité musulmane<sup>27</sup>. Cette « logique d'exclusion » s'est alors appliquée au Cachemire dans le but d'« ostraciser les communautés qui ne se conforment pas entièrement au système de valeurs promu par la mouvance du nationalisme hindou »<sup>28</sup>. Cependant, une partie des Cachemiris pandits ont refusé cette proposition de retourner au Cachemire s'ils devaient s'établir dans des quartiers distincts, séparés des Cachemiris musulmans<sup>29</sup>.

## 3. La pression du gouvernement sur les musulmans en Inde

Depuis l'arrivée au pouvoir de Modi, « les organisations extrémistes hindoues ont intensifié leurs campagnes pour saper le multiculturalisme et le sécularisme indiens, et reformuler le projet national à partir de la seule identité hindoue »<sup>30</sup>. La **dépossession des droits des musulmans** au Cachemire s'est inscrite dans une logique de politique répressive à leur égard<sup>31</sup>. Les minorités religieuses, en particulier les musulmans, ont été la cible d'une **discrimination institutionnelle** et de **violences étatiques**, notamment au Jammu-et-Cachemire où la société civile a été victime d'abus par la police

---

<sup>18</sup> Courrier international, 05/08/2021, [url](#)

<sup>19</sup> Le Monde, 05/08/2020, [url](#)

<sup>20</sup> The Wire, 15/12/2019, [url](#)

<sup>21</sup> Anadolu Agency, 30/12/2019, [url](#)

<sup>22</sup> Orient XXI, 30/09/2019, [url](#)

<sup>23</sup> The Diplomat, 26/02/2020, [url](#)

<sup>24</sup> Personnes lettrées hindous

<sup>25</sup> Orient XXI, 30/09/2019, [url](#)

<sup>26</sup> Mint, 24/06/2021, [url](#)

<sup>27</sup> Le Monde diplomatique, 10/2019, [url](#)

<sup>28</sup> SAINT-MÉZARD Isabelle, 2018, p. 80, [url](#)

<sup>29</sup> The Diplomat, 26/02/2020, [url](#)

<sup>30</sup> SAINT-MÉZARD Isabelle, 2018, p. 86, [url](#)

<sup>31</sup> Le Monde, 07/08/2019, [url](#) ; GAUSSERON Antoine, 19/04/2021, [url](#)

(arrestations arbitraires, tortures, exécutions extra-judiciaires)<sup>32</sup>. Les discours de nationalistes hindous ont attisé la violence communautaire entre les musulmans et les hindous<sup>33</sup>.

En décembre 2019, un **amendement au code de la nationalité** (*Citizenship Amendment Act*) a eu pour effet d'établir une « différence de traitement entre les musulmans et les hindous ». L'accès à la nationalité indienne est devenu plus accessible pour les « hindous fuyant les persécutions religieuses au Pakistan, au Bangladesh, et en Afghanistan »<sup>34</sup>. L'amendement a été critiqué comme contraire aux principes séculaires de la Constitution et est jugé **discriminatoire pour les musulmans**<sup>35</sup>.

Par ailleurs, le **registre national des citoyens** (*National Register of Citizens*), qui a commencé dans l'État d'Assam, situé à la frontière avec le Bangladesh, a conduit à la **perte de la nationalité indienne** d'1,9 millions d'habitants dont la plupart étaient musulmans<sup>36</sup>. Les habitants devaient prouver qu'un membre de leur famille était présent sur le territoire indien avant 1971, date de l'indépendance du Bangladesh. Modi a déclaré en août 2019 qu'il voulait étendre le recensement à l'ensemble du pays<sup>37</sup>.

---

<sup>32</sup> Minority Rights Group International, 29/06/2017, [url](#)

<sup>33</sup> Freedom House, 2021, [url](#)

<sup>34</sup> Le Monde diplomatique, 03/2020, [url](#)

<sup>35</sup> British Broadcasting Corporation, [url](#) ; Human Rights Watch (HRW), 09/04/2020, [url](#)

<sup>36</sup> Le Monde, 31/08/2019, [url](#)

<sup>37</sup> Le Monde, 31/08/2019, [url](#) ; HRW, 09/04/2020, [url](#)

## Bibliographie

Sites web consultés en août 2021.

### Organisations non gouvernementales

Freedom House, « Freedom in the world 2021 – Indian Kashmir », 2021, <https://freedomhouse.org/country/indian-kashmir/freedom-world/2021>

Freedom House, « Freedom in the world 2020 – Indian Kashmir », 2020, <https://freedomhouse.org/country/indian-kashmir/freedom-world/2020>

Human Rights Watch, « Inde : La nouvelle loi sur la citoyenneté déclenche manifestations et affrontements », 09/04/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/04/09/inde-la-nouvelle-loi-sur-la-citoyennete-declenche-manifestations-et-affrontements>

Minority Rights Group International, « A Narrowing Space: Violence and discrimination against India's religious minorities », 29/06/2017, <https://minorityrights.org/publications/narrowing-space-violence-discrimination-indias-religious-minorities/>

### Think tanks, universités et centres de recherches

GAUSSERON Antoine, « Le Cachemire : une paix impossible ? », Questions Géopolitiques, 19/04/2021, <https://geopolri.hypotheses.org/files/2021/04/Le-Cachemire-une-paix-impossible.pdf>

Pak Institute For Peace Studies, « Pakistan Security Report | 2019 », 05/01/2020, 184 p., <https://www.pakips.com/web/wp-content/uploads/2020/03/sr2019full.pdf>

Orient XXI, « Un incendiaire dans la poudrière du cachemire indien », 30/09/2019, <https://orientxxi.info/magazine/un-incendiaire-dans-la-poudriere-du-cachemire-indien,3293>

SAINT-MÉZARD Isabelle, « L'Inde de Modi : un « développement pour tous », Politique étrangère, Institut français des relations internationales, n°2, 2018, pp. 79-88, <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2018-2-page-79.htm>

### Médias

Courrier international, « Sécurité renforcée au Cachemire indien pour le deuxième anniversaire du "Jour noir" », 05/08/2021, <https://www.courrierinternational.com/depeche/securite-renforcee-au-cachemire-indien-pour-le-deuxieme-anniversaire-du-jour-noir.afp.com.20210805.doc.9k73gf.xml>

Mint, « BJP delegation opposes dialogue with Pakistan at meet on Jammu and Kashmir », 24/06/2021, <https://www.livemint.com/news/india/bjp-delegation-opposes-dialogue-with-pakistan-at-meet-on-jammu-and-kashmir-11624552299048.html>

Le Monde, « Au Cachemire, un an d'enfer à huit clos », 05/08/2020, [https://www.lemonde.fr/international/article/2020/08/04/au-cachemire-un-an-d-enfer-a-huit-clos\\_6048076\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2020/08/04/au-cachemire-un-an-d-enfer-a-huit-clos_6048076_3210.html)

Le Monde diplomatique, « La question identitaire déchire le pays », 03/2020, <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/03/DAUM/61509>

The Diplomat, « Can Kashmir's Pandits Ever Return Home? », 26/02/2020, <https://thediplomat.com/2020/02/can-kashmirs-pandits-ever-return-home/>

Anadolu Agency, « India: Doors shut for return of Muslim migrants of Kashmir », 30/12/2019, <https://www.aa.com.tr/en/asia-pacific/india-doors-shut-for-return-of-muslim-migrants-of-kashmir/1688002>

The Wire, « Centre Shuts the Door for Return of Jammu Residents Who Fled to Pakistan in 1947 », 15/12/2019, <https://thewire.in/government/centre-jk-residents-emigrate-pakistan-return>

British Broadcasting Corporation, « Citizenship Amendment Bill: India's new 'anti-Muslim' law explained », 11/12/2019, <https://www.bbc.com/news/world-asia-india-50670393>

Le Monde diplomatique, « Au Cachemire, l'hindouisme sabre au clair », 10/2019, <https://www.monde-diplomatique.fr/2019/10/NARAVANE/60460>

Le Monde, « En Inde, près de deux millions de citoyens, la plupart musulmans, déçus de leur nationalité », 31/08/2019, [https://www.lemonde.fr/international/article/2019/08/31/en-inde-pres-de-deux-millions-de-citoyens-la-plupart-musulmans-dechus-de-leur-nationalite\\_5504902\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/08/31/en-inde-pres-de-deux-millions-de-citoyens-la-plupart-musulmans-dechus-de-leur-nationalite_5504902_3210.html)

France 24, « Reportage exclusif : chape de plomb sur le Cachemire », 23/08/2019, <https://www.france24.com/fr/20180823-reporters-exclusif-cachemire-chappe-plomb-inde-narendra-modi>

Le Monde, « Le Cachemire, zone géopolitique sensible », 16/08/2019, [https://www.lemonde.fr/international/article/2019/08/16/le-cachemire-zone-geopolitique-sensible\\_5499830\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/08/16/le-cachemire-zone-geopolitique-sensible_5499830_3210.html)

Le Monde, « L'autonomie du Cachemire révoquée pour le « libérer du terrorisme », selon Modi », 08/08/2019, [https://www.lemonde.fr/international/article/2019/08/08/l-autonomie-du-cachemire-revoquee-pour-le-liberer-du-terrorisme-selon-modi\\_5497789\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/08/08/l-autonomie-du-cachemire-revoquee-pour-le-liberer-du-terrorisme-selon-modi_5497789_3210.html)

Le Monde, « La tragédie du Cachemire en cinq actes », 07/08/2019, <https://www.lemonde.fr/blog/filiu/2019/08/07/la-tragedie-du-cachemire-en-cinq-actes/>

France 24, « Au Cachemire, Narendra Modi réalise un vieux rêve du nationalisme indien », 07/08/2019, <https://www.france24.com/fr/20190807-inde-cachemire-pakistan-nationalisme-narendra-modi-consequences>

France culture, « Inde : le gouvernement nationaliste supprime le statut d'autonomie du Jammu-et-Cachemire », 05/08/2019, <https://www.franceculture.fr/emissions/journal-de-12h30/journal-de-12h30-du-lundi-05-aout-2019>

The Indian Express, « How Governor's rule and President's rule set J&K apart from other states », 14/12/2018, <https://indianexpress.com/article/explained/how-governors-rule-and-presidents-rule-set-jk-apart-from-other-states-satya-pal-malik-5492730/>

India Today, « Jammu & Kashmir under Governor's rule for eighth time », 20/06/2018, <https://www.indiatoday.in/india/story/jammu-kashmir-under-governor-s-rule-for-eighth-time-1265259-2018-06-20>